

# 1 **Résolution: Pour un projet de renouveau démocratique, social et** 2 **écologique**

3 Le congrès ordinaire de déi Lénk, réuni le 26 mars 2017 à Oberkorn

## 4 **Le contexte économique et politique**

5 Au niveau international, la crise financière et économique a entraîné en une crise  
6 sociale marquée par chômage record et une importante montée des inégalités. S'y  
7 joignent la crise des réfugiés, qui résulte de l'exploitation des pays africains et des  
8 guerres au Proche et au Moyen-Orient, nourries par les intérêts économiques  
9 occidentaux ainsi que le réchauffement climatique avec un désastre écologique à moyen  
10 et long terme en perspective.

11 Au Luxembourg, les avantages fiscaux concédés au grand capital ont permis de  
12 maintenir une forte croissance. Celle-ci n'a pas entraîné une baisse significative du  
13 chômage et le taux de pauvreté a même augmenté. La politique foncièrement libérale  
14 menée par le gouvernement actuel trouve son expression majeure dans une crise du  
15 logement de plus en plus grave et une baisse générale de la qualité de vie.

16 Dans l'ensemble, les réactions des gouvernements européens - y compris celui du  
17 Luxembourg - se caractérisent par un aveuglement total face aux méfaits de la politique  
18 néo-libérale de déréglementation et de privatisation et à l'appauvrissement des couches  
19 inférieures et moyennes de la population qu'elle entraîne.


20 Cet aveuglement et la poursuite inaltérée de cette politique néfaste depuis une  
21 quarantaine d'années maintenant ont ouvert la voie à une montée des nationalismes et  
22 de la xénophobie, à laquelle le Luxembourg n'échappe malheureusement pas.

## 23 **Le pendant de cette politique au niveau communal**

24 Au fil des années, les communes ont dû assumer de nouvelles responsabilités, mais  
25 leurs recettes n'ont pas augmenté en conséquence, bien au contraire. D'abord l'État  
26 s'est accaparé une part croissante des revenus fiscaux et a supprimé ou rendu  
27 inefficaces des impôts purement communaux, rendant les communes de plus en plus  
28 dépendantes et limitant d'autant leur autonomie. Ensuite les communes - à travers une  
29 politique de dumping fiscal réciproque pour attirer des entreprises - se sont privées  
30 elles-mêmes de recettes. Devant leur besoin de financement croissant et le défaut de  
31 recettes, les responsables communaux ont progressivement mis œuvre des méthodes  
32 néolibérales : augmentation des taxes communales pénalisant surtout les ménages à  
33 revenus modestes ; calcul des services publics en fonction des coûts ; externalisation  
34 au prix coûtant et finalement privatisation de services communaux. La tendance  
35 néolibérale, loin de perdre du terrain, s'impose à tous les citoyennes et citoyens. Dans  
36 cette logique, au sein de la plus petite structure démocratique qu'est la commune, la  
37 liberté d'action s'est trouvée réduite à sa plus simple expression : celle de répondre aux  
38 contraintes matérielles libérales. Sous ces conditions, le débat démocratique disparaît  
39 et la politique se voit confiée au meilleur administrateur de la situation existante.

## 40 **Élaborer un projet de renouveau démocratique, social et écologique**

41 Si nous voulons préserver nos acquis démocratiques et sociaux et renforcer nos droits  
42 dans le cadre d'un environnement viable, il faut combattre la logique libérale et  
43 renforcer le pouvoir des électrices et des électeurs par rapport aux élu(e)s et le pouvoir  
44 des élu(e)s par rapport aux exécutifs locaux. Cela vaut pour les trois niveaux de  
45 décision politique : européen, national et communal.



46 déi Lénk soutient trois axes fondamentaux du changement dans le cadre du débat  
47 autour des élections communales.

48 *1) Renforcer la démocratie au niveau communal.*

49 Les communes sont devenues les gestionnaires en dernier ressort des problèmes causés  
50 au niveau européen et national. Or, c'est au niveau de ce dernier maillon de la chaîne  
51 décisionnelle que l'influence des citoyens peut être déterminante pour changer l'ordre  
52 des choses. D'une part, la participation des citoyennes et des citoyens de nationalité  
53 étrangère et une meilleure représentation des femmes et des jeunes au sein des  
54 conseils communaux sont évidemment des enjeux prépondérants. D'autre part, au-delà  
55 des réunions du conseil communal, déi Lénk demande d'élargir la *participation des*  
56 *citoyennes et des citoyens à la prise des décisions au niveau communal*, via notamment  
57 des réunions de quartier régulières et le développement d'un vrai budget participatif.

58 *2) Freiner la croissance économique démesurée*

59 Les perspectives de croissance économique démesurée auxquelles les communes sont  
60 actuellement confrontées viennent en contradiction flagrante avec la nécessité et les  
61 engagements du gouvernement luxembourgeois de réduire massivement les émissions  
62 de CO2.

63 déi Lénk réfute l'argumentation que cette croissance serait indispensable pour  
64 maintenir notre modèle social. Il est un fait que la forte croissance au cours des  
65 dernières années au service du capital financier n'a pas empêché le risque de pauvreté  
66 d'augmenter. Alors qu'il est évident qu'une croissance sans fin est impossible, une  
67 répartition plus équitable des revenus et des fortunes doit être mise à l'ordre du jour au  
68 niveau de la politique tant nationale que communale.

69 Il est inadmissible que la politique du bradage fiscal au niveau national soit poursuivie  
70 sans relâche en vue d'attirer des entreprises, confrontant les communes avec des flux  
71 de transports de plus en plus ingérables et une pression insoutenable sur  
72 l'environnement naturel. Les communes quant à elles doivent coopérer en fixant  
73 notamment des taux minima pour l'impôt commercial communal. Au niveau de la Grande  
74 Région la coopération est indispensable dans l'intérêt d'un développement démocratique  
75 et socialement équilibré.

76 *3) Mener une vraie politique sociale et écologique au niveau communal*

77 La politique néolibérale menée depuis les années 1980 tant au niveau européen,  
78 national et communal a mis à mal la justice sociale. De plus en plus de personnes se  
79 trouvent marginalisées pour des raisons économiques. Devant ces problèmes  
80 croissants, les communes ne doivent pas se résigner à gérer la pauvreté via l'office  
81 social, le subventionnement d'associations de bienfaisance ou la mise à disposition de  
82 logements par l'intermédiaire d'agences immobilières sociales. Elles doivent au contraire  
83 mener une offensive de mise en place de services communaux performants et largement  
84 gratuits. Elles doivent combattre la pénurie des logements via une taxation des  
85 logements vides et lancer à grande échelle la construction de logements publics et  
86 coopératifs. Elles doivent aussi mettre en place au niveau communal et intercommunal  
87 un réseau de transports publics et de mobilité douce attrayant. Tout cela nécessite  
88 évidemment un renforcement des moyens financiers communaux.

89 **Ces trois axes sont liés. Il faut donner aux communes et à leurs habitants les**  
90 **moyens d'exprimer de façon claire leurs choix politiques et de les réaliser !**